



**Revue de presse
Gouvernance des eaux souterraines
d'Abitibi-Témiscamingue
20 juin – 4 juillet 2012**

Pour plus d'informations, veuillez contacter :
Olivier Pitre, Coordonnateur
SESAT
Tél: (819) 732-8809 poste 8224
Courriel : olivier.pitre@sesat.ca

Un portail d'information sur les eaux souterraines en région Centre

Au sommaire de... | 21 juin 2012 | Actu-Environnement.com

A-

A+



Les Agences de l'eau Loire-Bretagne et Seine-Normandie, le Conseil régional du Centre, la DREAL Centre et le BRGM se sont associés pour créer un outil interactif sur les connaissances hydrogéologiques en région Centre : le SIGES Centre (Système d'information pour la gestion des eaux souterraines).

Ce portail, accessible via <http://sigescen.brgm.fr/>, rassemble l'ensemble des données disponibles sur les eaux souterraines en région Centre. Accessible à tous, il s'adresse aussi bien au grand public, aux scolaires qu'aux acteurs de l'eau. Les ressources en ligne sont réparties en 7 catégories : géologie, hydrogéologie, quantité, qualité, vulnérabilité, pressions/usages et législation. Un outil complet qui accompagne les professionnels dans la prise de décision, le grand public et les scolaires dans l'éducation à l'environnement.

L'irrigation épuise les réserves en eau et menace la production alimentaire future

25 juin 2012, 10 h 28

832 lectures / 1 commentaire



Irrigation d'un champs de maïs
© C. Magdelaine / notre-planete.info

Environ 20% de l'eau utilisée pour l'irrigation n'est pas renouvelable. C'est ce que les hydrologues de l'Université d'Utrecht et de Deltares ont calculé. Leurs recherches montrent également que la consommation d'eau souterraine non renouvelable a triplé depuis 1960. "Cela conduit dans de nombreux endroits à l'épuisement des réserves d'eau souterraine et pourrait présenter à l'avenir un danger pour la production de nourriture" a déclaré Marc Biekens.

Environ 40% de la nourriture consommée dans le monde est cultivée grâce à l'irrigation. C'est notamment le cas dans les régions où la pluie ne peut suffire à l'agriculture. L'eau servant à l'irrigation est la plupart du temps issue des cours d'eau ou des réservoirs. Comme ces réserves

d'eau sont limitées ou trop éloignées des cultures, les agriculteurs utilisent souvent des eaux souterraines avec un système de pompage.

L'eau souterraine non renouvelable

Une équipe d'hydrologues dirigée par Marc Bierkens, professeur d'hydrologie géographique à l'Université d'Utrecht, a calculé à l'aide d'un modèle hydrologique global la recharge des eaux souterraines mondiales : quelle part de l'eau de pluie, sur les différents endroits du globe, rejoint une nappe phréatique ? Les chercheurs ont estimé à l'aide de modèles statistiques la quantité d'eau utilisée pour l'irrigation et son origine (lacs et réservoirs, ainsi que les nappes phréatiques). De cette manière, les scientifiques d'Utrecht peuvent déterminer combien d'eau souterraine peut être utilisée pour que les nappes puissent se reconstituer naturellement.

L'eau souterraine devient rare

"Le problème de ces extractions d'eau souterraine, c'est l'épuisement des ressources" explique Bierkens. *"Aujourd'hui, on produit de plus en plus de nourriture avec de l'eau qui sera bientôt épuisée ou plus difficilement accessible. Si vous devez nourrir une population croissante dépendante des réserves en eau souterraine, cela risque de conduire à des pénuries alimentaires"*. Dans le nord de l'Inde par exemple, on pompe plus d'eau qu'il n'en tombe durant la période des pluies. Cela entraîne une diminution du niveau des nappes phréatiques, qui baissent jusqu'à un mètre par an.

Les grands utilisateurs mondiaux

Les résultats de l'étude montrent qu'entre 1960 et 2000, la consommation d'eau non renouvelable a augmenté de 75 à 234 km³ par an (par rapport au 3,4 km³ de l'Ijsselmeer, le lac le plus important des Pays-Bas). Ces 20% d'eau souterraine utilisée pour l'irrigation servent à produire 8% de la nourriture mondiale. Les principaux utilisateurs de ces réserves d'eau souterraine sont l'Inde (68 km³ par an), le Pakistan (35 km³ par an), les Etats-Unis (30 km³ par an), l'Iran (20 km³ par an), la Chine (20 km³ par an), le Mexique (10 km³ par an) et l'Arabie Saoudite (10 km³ par an).

Référence

Y. Wada, L.P.H. van Beek et M.F.P. Bierkens (2012), [Nonsustainable groundwater sustaining irrigation: A global assessment](#), *Water Resources Research* 48, W00L06, doi:10.1029/2011WR010562.

Colloque du 80e Congrès de l'Acfas: Les connaissances sur les eaux souterraines régionales : acquisition et transfert, 7 et 8 mai 2012 (présentations en ligne) :

<http://www.gries.uqam.ca/fr/archives-et-documents/presentations-gries.html>

Le Parlement propose un plan de sauvegarde des ressources en eau

SESSION PLÉNIÈRE **Environnement** – 03-07-2012 - 13:46

L'accès à l'eau devrait être un droit fondamental et universel, affirme une résolution non contraignante adoptée par le Parlement européen ce mardi. Avoir des systèmes de tarification de l'eau plus clairs, une meilleure gestion des eaux résiduaires, un pavillon bleu pour les rivières ainsi que lier les conditions d'économie d'eau aux subventions pour l'agriculture et l'énergie font partie des suggestions présentées par les députés.

L'eau "est un bien commun de l'humanité et un bien public. L'accès à l'eau devrait être un droit fondamental et universel", affirme la résolution, élaborée par Richard Seeber (PPE, AT) et approuvée à main levée.

La réduction de la consommation d'eau doit être une priorité, déclarent les députés. Ils insistent sur le besoin de faire un audit de l'état du réseau européen de l'eau "car jusqu'à 70 % de l'eau qui approvisionne les villes européennes peuvent être perdus dans les fuites du réseau", et soulignent le besoin d'"encourager les investissements d'infrastructure". En outre, ils font remarquer que "dans l'Union européenne, les pertes d'eau dues à l'inefficacité atteignent 20% environ".

Transparence des systèmes de tarification

La résolution invite la Commission et les États membres à utiliser des systèmes de tarification qui appliquent les principes du "pollueur-payeur" et de l'"utilisateur-payeur". Toutefois, les questions sociales devraient être prises en considération dans la fixation des tarifs, ajoute le texte.

Il faudrait revoir les subventions préjudiciables pour l'eau, et l'octroi de fonds européens au secteur de l'eau et aux activités intensives en eau devrait dépendre des plans de gestion mis en place, affirment les députés.

Gestion des eaux résiduaires et pavillon bleu pour les rivières

Une politique judicieuse sur le plan environnemental et économique dans les domaines de l'assainissement des eaux et de la gestion des eaux résiduaires devrait combattre la pollution à la source et inciter à utiliser davantage les eaux usées, affirment les députés. Le mesurage de l'utilisation de l'eau devrait devenir obligatoire dans tous les secteurs et pour tous les utilisateurs. Le mécanisme du pavillon bleu utilisé pour les plages en vue de montrer que l'eau ne présente pas de danger, devrait être généralisé à l'ensemble des zones de baignade en Europe, y compris les rivières et les lacs, proposent les députés.

Gaz de schiste

Vu les "risques considérables" que posent la prospection et l'extraction de gaz de schiste pour les eaux de surface et les eaux souterraines, les députés demandent à la Commission européenne de faire en sorte que ces activités soient précédées d'une évaluation des incidences sur l'environnement.

Prochaines étapes

La résolution contribue au "plan de sauvegarde des eaux européennes" qui sera publié par la Commission européenne en novembre.

Radio-Canada.ca
29 juin 2012
Sandra Ataman

http://www.radio-canada.ca/audio-video/pop.shtml?urlMedia=http://www.radio-canada.ca/Medianet/2012/CBF_Rouyn/0001cbad_20120629_100924.asx

Val-d'Or veut économiser l'eau potable

Mise à jour le vendredi 29 juin 2012 à 10 h 40 HAE

Commenter 2 | Partager 2 | +1 0 | Recommander 1 | Partager T- Imprimer



Les citoyens de Val-d'Or devront redoubler d'efforts pour réduire leur consommation d'eau potable. La Ville vient d'adhérer au Programme de sensibilisation sur l'économie d'eau potable du Réseau Environnement.

Elle souhaite ainsi obtenir des conseils pour se conformer à la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable. Le gouvernement demande aux municipalités de réduire leur consommation de 20 % d'ici 2017.

Une patrouille se promènera dans les parcs et les festivals de Val-d'Or pour donner quelques conseils à la population.

Le responsable de la division de l'environnement et des parcs à la Ville, Ian Bélanger, donne quelques exemples d'habitudes à prendre pour économiser l'eau potable : « C'est aussi simple que de fermer le robinet quand on brosse ses dents ou de laisser le gazon un peu plus long afin d'éviter de l'arroser trop souvent. »

La Ville entreprendra d'autres actions cet été. Une équipe aura entre autres le mandat de détecter les fuites sur le réseau d'aqueduc.

L'Écho Abitibien
7 juin 2012
Guy Lacroix

La Société de l'eau souterraine: un incontournable

L'ÉCHO ABITIBIEN LE CITOYEN
DE LA VALLETTES
LE CITOYEN
DE LA MONTAGNE

Guy Lacroix
Jeudi 7 juin 2012 10:55:08 HAE



Photo d'archives

Le projet pilote de Comité de gouvernance sur l'eau de l'esker La Motte-Berry de la Société de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue verra à trouver des modèles d'utilisation pour assurer la qualité de l'eau, notamment dans le cas des gravières.

Recommander 3

Tweet 0

+1 0

PARTAGER



[Signaler une erreur](#)

Toutes vos
nouvelles locales

AMOS - La Société de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue (SESAT) estime être devenue un incontournable quand il s'agit de développement économique en région.

Voilà l'un des constats faits par le président de la SESAT, l'Amossois Serge Bastien, au terme de l'assemblée générale annuelle de l'organisme tenue le 28 mai. Avec une participation à environ 70 rencontres et comités de tout acabit au cours de la dernière année, notamment dans le secteur minier, M. Bastien croit que l'organisme a fait sa place.

«Je pense que oui, la SESAT peut être considérée comme un incontournable. Nous sommes reconnus par tous les acteurs du milieu comme le lieu commun de la sauvegarde de l'eau souterraine. Je pense qu'en quelque part, nous avons gagné nos lettres de noblesses.»

Actualités

Sports

Divertissement

Votre vie

Opinion

Mon topo

Priorité numéro un

Parmi les dossiers sur lesquels la SESAT et son directeur général Olivier Pitre devront se pencher au cours de l'année qui vient, la création du Comité de gouvernance sur l'eau arrive en tête de liste selon Serge Bastien.

«C'est, je pense, le dossier le plus porteur à moyen terme. Il y a eu des rencontres, maintenant la mise en place du comité devrait se faire en juin. Quant aux actions qui seront menées elle devraient s'échelonner de septembre à mai 2013.»

Selon la SESAT, la création d'un comité de gouvernance permettrait de développer des modèles pour une saine gestion de l'eau souterraine, par exemple dans le cas de l'utilisation des gravières. L'établissement de règles d'usage et de modes de fonctionnement pour les entreprises œuvrant sur les eskers pourrait ensuite servir d'autres territoires ayant les mêmes préoccupations.

Le nerf de la guerre

Afin d'assurer sa pérennité financière, la SESAT est toujours en attente d'une décision du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs en ce qui concerne un soutien récurrent.

«Bien que nous assistions à une tendance lourde de l'État qui est plutôt axée sur l'aide par projet, nous avons bon espoir que ça se règle. Nous avons un suivi à faire à ce niveau et on souhaite que ça se concrétise d'ici à l'été.»

Abitibi-Express

3 juillet 2012

Myriam Grenier

Malartic espère réduire sa consommation d'eau

■ MYRIAM GRENIER

MYRIAM.GRENIER@TC.TC

En plus de réduire sa consommation d'eau potable lors de la Journée compte-gouttes, le 15 juillet, Malartic espère doter sa population d'un système d'économie pour les toilettes dans la prochaine année.

Lors de la séance ordinaire du conseil municipal, le 26 juin, la municipalité a confirmé sa participation à cette journée, la 4e édition au niveau provincial. «Nous arrêterons notre fontaine et nous n'arroserons pas. On demande aux citoyens de faire pareil et de participer à ce programme d'économie d'eau potable», a demandé le maire, André Vezeau.

Le conseiller municipal Martin Ferron a profité de ce point à l'ordre du jour pour parler d'un projet futur. «On aimerait doter tous les citoyens d'un système d'économie d'eau

installé sur les toilettes. On n'a pas encore défini le projet. Ce sera réalisé dans la prochaine année, mais on sait déjà qu'on aurait une économie importante et directe dans le traitement des eaux», a-t-il indiqué.

VOIE DE DÉVIATION ATTENDUE

Lors de cette même séance, un citoyen a demandé aux conseillers ce qu'il advenait du projet de présenter les détails de la voie de déviation de la Route 117 à la population.

«On se le demande aussi, a affirmé le maire. Le dossier est entre les mains du MTQ (ministère des Transports du Québec). On aimerait présenter les plans, mais le MTQ ne veut pas. Il demande à Osisko des changements techniques et il préfère attendre ces changements avant de présenter le tout.»

Pour André Vezeau, pas question d'attendre. «Nous avons envoyé une lettre au ministre

(Pierre Moreau), qui dit que nous on va le montrer, le plan. Si on patiente pour des changements techniques qui ne sont pas majeurs, on ne présentera rien avant 2014», a-t-il ironisé.

Rappelons qu'en avril dernier, Malartic avait autorisé la réalisation de sondages géotechniques et environnementaux à l'entrée sud de la municipalité, où la Corporation minière Osisko souhaite une extension de la mine Canadian Malartic et le prolongement de la fosse afin d'explorer le secteur de l'ancienne mine Barnat.

La Ville avait alors mentionné que la 117 traverserait l'actuel terrain du Festival Western pour revenir par la rue Champlain, soit la première rue en entrant dans la ville, à droite. La 117 reprendrait son chemin sur la rue Royale, évitant de déplacer des maisons ou des commerces.

Pikogan négocie avec Eaux Vives Water

La communauté algonquine et l'embouteilleur veulent s'entendre

■ MARTIN GUINDON

MARTIN.GUINDON@IC-TC

Après Canada Lithium et le gouvernement du Québec, la communauté algonquine de Pikogan s'assoit maintenant avec Eaux Vives Water, embouteilleur de l'eau Eska, dans le but d'en venir à une entente définitive de partenariat au cours des prochains mois.

Un protocole d'entente venant encadrer les négociations entre les deux parties a effectivement été signé, lors d'une cérémonie protocolaire, le mardi 26 juin, à Pikogan.

«Au cours des prochains mois, nous allons construire des liens, apprendre à nous connaître, échanger au sujet de nos attentes, de nos priorités et de nos besoins concernant notamment la formation, l'emploi, les occasions d'affaires et les suivis environnementaux. Nous souhaitons que le résultat de ce processus soit profitable autant pour Eaux Vives que pour notre communauté, et ce, autant au niveau environnemental qu'économique et social», a notamment déclaré David Kistabish, vice-chef du Conseil de la Première Nation Abitibiwinni de Pikogan.

«Avec la signature de cette entente, nous, d'Eaux Vives Water, souhaitons établir une relation respectueuse et durable avec la communauté de Pikogan. Nous avons un intérêt commun: protéger et préserver la

source et le territoire pour l'avenir de cette région», a pour sa part indiqué le président et chef de la direction de l'entreprise, Jim Delsnyder, quand il s'est exprimé en français avant de procéder à la signature officielle.

NATUREL DE S'ENTENDRE

«Nous nous sommes rencontrés à quelques reprises au cours de la dernière année et il nous est apparu tout à fait naturel de nous assoir ensemble pour discuter, a précisé M. Delsnyder en entrevue dans sa langue maternelle, l'anglais. C'est la Nation locale. Nous avons aussi cet intérêt commun, dont j'ai parlé plus tôt, qui est de protéger cette ressource.»

Quant à la nature du partenariat, il ignore encore quelle forme elle prendra. «Mais c'est une jeune Nation. Elle doit trouver de l'emploi pour ses membres. Elle a aussi des projets d'entreprises dont nous pourrions être des clients», a-t-il ajouté.

LES DISCUSSIONS AVANCENT

Le vice-chef David Kistabish était pour sa part particulièrement fier de montrer à sa communauté que les discussions avancent avec les entreprises.

«Ça démontre que le travail que l'on fait au conseil porte ses fruits et que ça va nous mener où l'on veut que ça nous mène. On ne veut pas toutes les richesses. On veut juste que les

David Kistabish, vice-chef du Conseil de la Première Nation Abitibiwinni de Pikogan, procède à la signature du protocole d'entente en compagnie de Jim Delsnyder, président et chef de la direction d'Eaux Vives Water.
(Photo: Martin Guindon)



compagnies qui viennent les chercher sur nos terres les partagent avec nous. On n'a jamais cédé nos droits», a rappelé celui qui souhaite également offrir une plus grande diversité d'emplois aux membres de sa communauté.

Il n'a pas non plus caché que la controverse entourant la fameuse publicité des autochtones «Eskans», qui défendaient farouchement leur ressource, a contribué à ouvrir le dialogue. «La

publicité nous a définitivement ouvert la porte. C'était un peu maladroit de leur part et c'est venu faciliter notre contact», a-t-il confié.

Visionnez notre vidéo sur cette nouvelle sur www.abitibiexpress.ca

